

# Parcoursup, «une machine à anxiété»

**FRANCE** Comme chaque année, les futurs bacheliers avaient jusqu'à hier pour faire connaître leurs «vœux» de formation pour l'après-bac sur cette plateforme très centralisée et hiérarchisante. Et si elle est critiquée par beaucoup, personne ne veut la changer

PAUL ACKERMANN, PARIS

X @paulac

«Parcoursup, c'est une machine à anxiété. Dans toutes les familles, on ne parle que de ça.» François Dubet, professeur de sociologie émérite à l'Université de Bordeaux, spécialiste des questions d'éducation, résume bien ce traumatisme annuel que nous décrivent tous nos interlocuteurs. Et cet outil-procédure que tout le monde critique mais que personne ne veut profondément changer en dit beaucoup de la France.

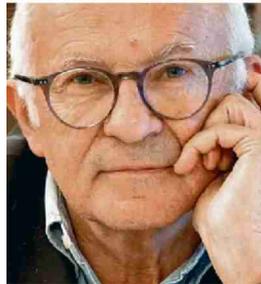
S'il y a un mot, une structure exotique d'un point de vue suisse qui résume les différences entre nos deux pays, c'est bien Parcoursup, cette plateforme web unique dans laquelle tous les jeunes Français en terminale (dernière année du lycée, qui mène au baccalauréat) introduisent leurs désirs d'études supérieures. Cette année, les futurs bacheliers avaient jusqu'au 14 mars pour formuler dix «vœux» maximum, non hiérarchisés, de branches et d'établissements (universités, grandes écoles, classes préparatoires...).

Dans chaque faculté, les universitaires classent ensuite les candidatures, ce qui permet aux institutions de définir leurs propres critères de choix pour hiérarchiser les dossiers, très souvent sur des repères académiques, comme la filière ou les options au lycée et surtout les notes obtenues. Au bout du compte, les étudiants sont bien obligés de prendre ce qu'on leur donne, ce qui régule la répartition entre les universités de façon nationale mais réduit fortement la liberté de s'inscrire dans la faculté de son choix.

**Unique au monde?**

«C'est une conception assez

centralisée, y compris de la liberté individuelle, puisque l'important, ce n'est pas tant le choix personnel que le choix régulé dans un monde dans lequel l'offre n'est pas uniforme», observe Georges Felouzis, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Genève. Mais ce système est-il unique en Europe? «En Suisse, on est libre de s'inscrire directement dans l'université de son choix si on remplit les conditions, c'est-à-dire globalement avoir la maturité», répond Georges Felouzis. «Je ne connais pas tous les systèmes du monde, continue-t-il, mais quand



**«On met dans la tête des jeunes, bien avant le bac, que leurs choix jouent la totalité de leur avenir»**

FRANÇOIS DUBET, PROFESSEUR ÉMÉRITÉ À L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

on regarde ce qu'il se passe en Angleterre, en Allemagne ou en Italie, il n'y a pas de fonctionnement comparable à Parcoursup. Ce choix qu'a fait la France d'un élargissement des études supérieures au plus grand nombre et

d'un système très centralisé, je suis même presque sûr qu'il est unique.»

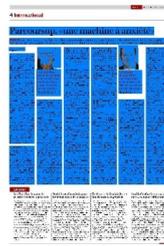
Georges Felouzis tient cependant à ajouter que le problème se pose différemment en Suisse qu'en France: «En Suisse, l'accès à l'université est limité par le nombre de bacheliers. Dans le cas français, il y a eu une massification beaucoup plus forte du baccalauréat et donc du nombre de candidats alors que les moyens attribués aux universités n'ont pas totalement suivi l'augmentation des effectifs.» La France est effectivement passée de 5 à 83% de bacheliers par génération entre 1950 et aujourd'hui.

Parcoursup introduit donc une sorte de sélection à l'entrée de certaines universités. Tous les étudiants doivent avoir une place au bout du compte, ce qui, en général, est le cas, mais cela donne aux institutions la capacité d'opérer des choix dans leur public. Surtout pour ce qui est des formations attractives que les étudiants choisissent en premier.

Avant les années 2000, la France fonctionnait sur le principe de la libre inscription dans les universités. «Certains établissements académiques étaient très demandés, se souvient Georges Felouzis. Les grandes écoles pouvaient refuser du monde, mais les universités ne pouvaient pas puisque vous aviez un droit de tout bachelier à s'inscrire. Un système très ouvert qui créait un problème sous le poids démographique et qui a surchargé les amphithéâtres. Ce qui impliquait une sélection par l'abandon, par l'incapacité à intégrer les étudiants.»

**«Une contradiction majeure»**

Puis, en 2007, ce fut la mise en place généralisée d'APB, Admis-



sion Post-Bac, l'ancêtre de Parcoursup, très critiqué. «Il faut bien comprendre que l'arrivée de Parcoursup en 2018 est la conséquence d'une crise du système antérieur, rappelle François Dubet. APB reposait sur deux grandes filières. La première, c'était les établissements sélectifs, c'est-à-dire les classes préparatoires et les grandes écoles. Vous y étiez candidat et on vous sélectionnait sur dossier, sur entretien ou sur concours. Tout le reste relevait d'un système dans lequel les universités étaient obligées d'accueillir. Les étudiants s'inscrivaient parfois massivement dans des filières où il n'y avait pas les capacités pour les accueillir et où il n'y avait pas de débouchés. Les taux d'abandon en première et deuxième années étaient considérables. Les étudiants perdaient leur temps et ça coûtait cher.» La seule solution qu'avaient trouvée les universités débordées face à APB était les tirages au sort. «Il y a eu une violente opposition à Parcoursup. Mais je n'ai pas vu grand monde de raisonnable défendre un retour à APB», lance François Dubet.

Toujours est-il que le 6 mars dernier le Sénat débattait sur le thème «Equité et transparence de Parcoursup». Un débat sur les travers de cette plateforme qui est devenu quasi annuel. Pratiquement tous les partis sont d'accord pour critiquer ce système, mais aucun ne veut complètement le remettre en cause. Pierre Ouzoulias, sénateur communiste des Hauts-de-Seine, historien et ancien chargé de recherche au CNRS, était à l'initiative de ce débat. Il nous explique pourquoi Parcoursup est la seule solution à moyen terme: «La France doit faire face à une contradiction

majeure. Il y a un service public de l'enseignement supérieur qui est garanti dans la Constitution, l'Etat a l'obligation de permettre l'accès à l'enseignement supérieur à tous les lycéens qui obtiennent le bac. Mais la réalité matérielle, c'est que le sous-investissement dans l'université est chronique et fait que l'augmentation voulue des bacheliers n'a pas pu être gérée. Parcoursup, c'est le moyen de cette régulation.»

Un moyen qui est loin de convaincre pleinement. Parmi les problèmes pointés, Georges Felouzis signale des usages qui peuvent mener à une certaine inégalité de traitement: «Il faut une connaissance pointue de l'enseignement supérieur, des options nécessaires, des choix les plus stratégiques. Comme dans toute situation de choix, les personnes qui ont une connaissance plus intime du système, par exemple qui ont des parents qui eux-mêmes sont passés par l'enseignement supérieur, sont favorisées.» Il observe aussi le développement de coachings privés pour remplir son dossier Parcoursup. «Le but premier de Parcoursup qui était de réguler et de donner les mêmes chances à tous a en fait produit certains biais de ce type.»

### Gare de triage

Mais le principal problème, la source de toutes les critiques, vient d'ailleurs. «C'est le transfert d'anxiété sur les familles et sur les jeunes», constate François Dubet. Et les politiciens doivent bien s'en faire l'écho. «Je n'avais moi-même pas imaginé que Parcoursup développerait un tel stress, avec des effets pervers, y compris sur les notes», continue le chercheur. Pour lui, le bulletin

scolaire du bachelier, qui commence un an avant le bac, se fait sous la pression constante de Parcoursup. Chaque épreuve, chaque option des deux dernières années du lycée est effectivement considérée comme pouvant avoir une influence sur le destin de l'élève dans la plateforme.

«Ce qui est tout à fait français dans cette affaire, c'est l'idée que hors de l'école il n'y a point de salut, commente François Dubet. On met dans la tête des jeunes, bien avant le bac, que leurs choix jouent la totalité de leur avenir. Il y a quelque chose de psychologiquement violent.» Par ailleurs, «comme il y a plus de 20 000 offres de formation, ce qui est gigantesque, on observe des gens complètement perdus, ce qui explique la mise en place d'officines privées qui s'érigent en spécialistes de l'orientation», ajoute-t-il.



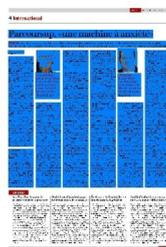
**«Pour moi,  
il est évident  
que davantage  
d'autonomie, de  
liberté, serait une  
excellente chose»**

MAX BRISSON, SÉNATEUR  
(LES RÉPUBLICAINS)

# LE TEMPS

Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 34'118  
Parution: 6x/semaine



Page: 4  
Surface: 84'118 mm<sup>2</sup>



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116  
Référence: 91273591  
Coupage Page: 3/3

Cette anxiété n'est-elle pas aussi liée au fait que le baccalauréat ne trie plus vraiment? La compétition impliquée par la hausse du nombre de candidats au supérieur ferait que le stress qui se concentrait sur la mythique épreuve du baccalauréat a été transféré sur cette charnière entre lycée et université, véritable moment de sélection qui définit l'avenir de la jeune personne. «C'est d'autant plus vrai que le système français implique que la future vie professionnelle de l'étudiant est très largement dépendante des diplômes acquis dans l'enseignement supérieur, fait remarquer Pierre Ouzoulias. Il y a très peu de systèmes de passerelle ou de médiation. Et tout le monde a donc l'impression de jouer sa vie dans Parcoursup.»

Un collègue de François Dubet avait comparé trois systèmes éducatifs, celui de la Suède, celui de l'Angleterre et celui de la France. Le sociologue nous explique ses conclusions, qui vont dans ce sens: «En Suède, quand vous vous orientez dans le système, c'est comme dans une ville où vous avez un plan de métro très dense. Vous pouvez changer de direction à tout moment et c'est public. En Angleterre, il n'y a pas de métro, mais il y a des taxis. Si vous avez

de l'argent, c'est très bien. Eh bien, en France, c'est le TGV. C'est extrêmement efficace mais si vous vous trompez de train, vous ne revenez jamais.» Et finalement, Parcoursup serait désormais la gare de départ de ce TGV. Ou plutôt la gare de triage.

«Avec les formations les plus élitistes et la sélection impitoyable à la fin de la première année dans d'autres branches, il y avait déjà belle lurette que dans les faits le bac n'était plus la grande gare de triage», relativise Max Brisson, sénateur Les Républicains (droite traditionnelle). «Mais il le restait sur le papier, dans les grands principes, ajoute cet ancien inspecteur général de l'Education nationale, très actif dans ce débat. Et comme les Français se moquent souvent de la réalité, ce qui compte, c'est que le discours soit en phase avec les grands principes républicains de la Révolution française et de Bonaparte. Après, les réalités, c'est le système D.» C'est justement cette inadéquation entre la théorie et la réalité qu'il dénonce dans le système actuel: «Je suis profondément marginal sur ce sujet mais pour moi il est évident que davantage d'autonomie, de liberté, serait une excellente chose. Malheureusement, c'est contraire au culte de l'égalitarisme dans ce pays. L'idée

que dès que l'on joue les différences on provoque des inégalités est très forte. Parcoursup, c'est l'aboutissement de cette volonté d'harmonisation nationale. Dès que le numérique l'a permis, ce vieux pays jacobin s'est précipité. On a conservé un système central comme quand il était adossé au baccalauréat. Nous ne sommes jamais arrivés à sortir du bonapartisme. Sauf qu'une grande plateforme à l'échelle nationale, cela crée de la complexité, de la non-transparence et des suspensions.»

Ce côté impersonnel, les questionnements sur les algorithmes en jeu font dire à de nombreux élus dont Pierre Ouzoulias que Parcoursup est «une véritable boîte noire» dans laquelle l'étudiant n'a pas véritablement accès aux critères d'évaluation. «Les acteurs sont pris dans des systèmes qu'ils perçoivent comme très complexes mais, à la fin, tout le monde trouve une place, relativise cependant François Dubet. Au début, vous avez des centaines de milliers d'étudiants qui font des millions de choix. Et à la fin, ceux qui se retrouvent sans avoir une des places qu'ils avaient demandées ne sont que quelques milliers. C'est bien fichu techniquement.» ■